

GOUVERNANCE EN AFRIQUE

« FORUM MULTI-ACTEURS DE JEUNES »

DE L'ALLIANCE POUR REFONDER LA GOUVERNANCE EN AFRIQUE (FMJ-ARGA)

THEME : JEUNESSE ET COHESION SOCIALE EN COTE D'IVOIRE

GOUPRE 2

- 1- Gouaméné Kouka Hacynthe 08 27 71 32
- 2- Konaté Daouda 06 74 18 05
- 3- Yéo Dégnimani 58 34 40 20
- 4- Mélédje Aristide 59 43 42 87
- 5- Kra Kouamé Amenan Aude 47 03 62 66
- 6- Konan Kouakou Geremy 09 77 94 62
- 7- Akpindrin Ama Hélène
- 8- Ligué Honoré Eric 57 96 81 93
- 9- Dibi N'goran Kouamé Adolphe 09 97 45 73
- 10- Koffi André 08 93 55 77
- 11- THIAN SHEICK OUMAR 09 80 94 85

ATELIER

Questions 1 : Que pensent les jeunes de Daloa de la cohésion sociale ?

Réponse 1 :

Membre 1 : La cohésion est bonne d'autant plus que la ville connaît des organisations de jeunesse de toutes les couches. Et jusque-là, aucun conflit ne les oppose. On ne note pas aussi de conflits interethniques.

Membre 8 : Nous vivons cette cohésion car dans ma localité il n'y a aucun conflit. Dans mon village à Tagoura, nous les bétés, vivons avec les malinké et d'autres groupes ethniques. Même pendant la crise on n'a pas connu d'heurts majeurs. Mais l'aspect politique divise souvent. A la faveur de la passation de charges du nouveau maire, on a vu des dioulas manifester pour dire qu'ils ne voulaient d'un maire bété.

Membre 7 : Je prends l'exemple de l'université. Quand on voit la cohabitation entre les associations et les syndicats, on peut dire que la cohésion est acceptable.

Membre 10 : Le vivre-ensemble entre les jeunes de Daloa se voit dans la facilité entre les jeunes à communiquer. Pour moi, la cohésion est acceptable à Daloa.

Membre 5 : La cohésion sociale n'est pas stable. On remarque que les langages sont méfiants. Les autochtones estiment que les allogènes ont pris leur ville. Les gens habitent les quartiers en fonction de leurs ethnies.

Membre 9 : Les jeunes de Daloa ne perçoivent pas bien la question sociale. Les malinkés veulent miser sur leur nombre pour vouloir dominer les autres. Le langage des autochtones tend à stigmatiser les autres comme envahisseurs.

Membre 4 : La cohésion sociale est le fait de s'accepter mutuellement. Elle est gage de développement de notre localité. Pour moi, il n'y a pas de cohésion dans la mesure où les différents peuples se font pas confiance. Il y a une méfiance entre les populations. Je me rappelle qu'un problème entre un jeune bété et un jeune malinké avait presque opposé les deux communautés.

Membre 2 : Pour moi, il n'y a pas de problème majeur qui ait opposé les différentes communautés.

Membre 6 : De façon générale, on peut qu'il y'a cohésion sociale. Lors des élections locales, les choix se font sur la base ethnique. Dans le cadre d'une étude que je faisais, j'ai été refoulé dans un quartier bété à cause de mon nom baoulé.

Membre 3 : La cohésion sociale est le fait de raffermir les liens sociaux entre les membres d'une communauté. Elle est le socle d'un développement véritable. A

Daloa, on note malheureusement une méfiance réciproque liée à la crise qu'a connue le pays.

Synthèse : La cohésion sociale est le fait de vivre ensemble, de s'accepter mutuellement quel que soit nos différences (sociale, politique, ethnique, religieuse...). Elle suppose l'intégration et la participation de tous les individus à la vie sociale d'une localité. Elle est donc gage de développement.

Question 2 : Quelle est leur perception et leur représentation de ce concept de cohésion sociale à Daloa et en Côte d'Ivoire ?

Réponse 2 :

Membre 1 : Au niveau national, on assiste à des « tensions froides ». Elles se perçoivent dans le langage, le comportement.

Membre 8 : Favoritisme d'une couche religieuse « musulmane », manque de cohésion et consolidation de la paix avec des prisonniers politiques. Au niveau du développement les projets sont plus accentués dans le nord du pays

Membre 7 : Il n'y a pas de cohésion en Côte d'Ivoire. L'Etat ne fait d'assez d'efforts pour apaiser les tensions.

Membre 10 : La cohésion n'existe pas. On note dans de nombreuses régions des conflits notamment fonciers, électoraux.

Membre 6 : La cohésion sociale n'est pas la réalité que nous attendons en Côte d'Ivoire. On assiste à l'inégale répartition des richesses avec un groupe privilégié au détriment des autres. Certaines populations sont écartées de la gestion de l'administration. Les problèmes d'insertion des jeunes posent des tensions récurrentes dans la société.

Membre 5 : On ne perçoit pas véritablement la cohésion sociale en Côte d'Ivoire. Les élections à Grand Bassam ont été l'occasion de l'opposition des deux grandes ethnies de cette localité. Les choix politiques riment généralement avec l'appartenance ethnique.

Membre 11 : A Daloa, la cohésion sociale est acceptable. Tous les travaux auxquels j'ai participé ont enregistré la présence de tous les jeunes, de toutes les couches. Tout ce fait dans la limite de l'acceptable. Mais au point national, la cohésion sociale est encore à l'étape conceptuelle. Les populations vivent dans une sorte de méfiance réciproque.

Membre 4 : La cohésion se perçoit à deux niveaux : économique et relationnel.

Relationnel : solidarité, entre-aide

Economique : transparence dans la gestion, partage équitable des richesses...

La cohésion participe à bâtir une nation forte. En Côte d'Ivoire, des efforts sont fournis, mais la question sociale n'est pas encore totale.

Membre 2 : En Côte d'Ivoire, des efforts sont encore à faire. Les leaders religieux et politiques n'assument pas suffisamment leur rôle.

Synthèse : A Daloa, les gens vivent ensemble. On assiste à une cohésion relative. Les jeunes et les différentes couches sociales se côtoient assez bien. Malgré le caractère cosmopolite de la ville, des heurts majeurs ne sont pas enregistrés.

Malheureusement au point national, la cohésion sociale est très fragile. La cohésion sociale n'est pas la réalité que nous attendons en Côte d'Ivoire. Les efforts fournis par les acteurs politiques restent très insuffisants comparés aux attentes. Les exemples des tensions à grand Bassam, Béoumi, Toulépleu, Bouna, Agboville, sont des indicateurs.

Question 3 : Quels sont (selon les jeunes de Daloa), les acteurs et les facteurs qui fragilisent la cohésion sociale à Daloa et en Côte d'Ivoire ?

Réponses :

Membre 11 : Les acteurs sont les politiques. Les facteurs : l'exclusion.

Membre 4 : Les acteurs : tout le monde est acteur de la mise en mal de la cohésion sociale. Les facteurs : le facteur politique, l'ethnisation et la régionalisation politiques ; la manipulation des groupes sociaux, le repli identitaire, le mauvais traitement de l'information, l'oisiveté de la jeunesse.

Membre 12 : La mauvaise éducation, problème de mentalité.

Membre 1 : Les acteurs : les religieux.

Membre 8 : Ce qui nous divise le plus sont les politiciens, les chefs religieux et communautaires, les jeunes. Facteurs : l'instrumentalisation, l'intolérance religieuse et idéologique, la question foncière, les conflits entre éleveurs et agriculteurs.

Membre 6 : Acteurs : les leaders d'institutions. Facteurs : exclusion des acteurs clés lors des prises de décision.

Synthèse : A Daloa, comme à l'échelle nationale, les acteurs et les facteurs qui fragilisent la cohésion sociale restent les mêmes. Au niveau des acteurs, tout le

monde est de loin partie prenante. Mais il faut préciser que les principaux acteurs sont les responsables politiques, religieux, communautaires qui profitent de leur position pour instrumentaliser les populations.

Quant aux facteurs, les participants sont d'accord que les principaux facteurs sont l'exclusion, l'ethnisation et la régionalisation politiques (structuration des partis sur la base ethnique, revendication ethnique des élections) ; la manipulation des groupes sociaux, le recours à la violence politique, la virulence du débat politique, le manque de culture politique, le repli identitaire, le mauvais traitement de l'information, l'oisiveté de la jeunesse. A cela, il faut ajouter l'instrumentalisation, l'intolérance religieuse et idéologique, la question foncière, les conflits entre éleveurs et agriculteurs.

Question 4 : De quelle société ivoirienne les jeunes de Daloa rêvent-ils, et quelles sont leurs suggestions pour des élections apaisées en octobre 2020 en Côte d'Ivoire ?

Membre 11 : Nous voulons une société engagée, éduquée (reformer le secteur éducation-formation), occupée sainement. Pour 2020, il faut que les CNI soient gratuites, que les prisonniers politiques soient libérés.

Membre 9 : Une société en paix. Suggestions : Parvenir à un état de droit. Eduquer les dirigeants.

Membre 8 : Une Côte d'Ivoire en paix, unie, où les jeunes travaillent. Une Côte d'Ivoire où on a une bonne éducation politique. On suit un parti pour son programme, où les hommes politiques acceptent les résultats des urnes. Une CI où les institutions sont fortes au service des populations et non d'un individu.

Pour 2020, rendre gratuites les CNI pour les nouveaux majeurs, les sans-emplois. Initier un forum de la réconciliation avant 2020. Accepter les résultats des urnes.

Membre 6 : Une société qui insère ses jeunes qu'elle forme, qui prend en compte l'avis de tous les ivoiriens dans les décisions étatiques. Pour 2020, il faut une bonne éducation politique.

Membre 2 : Chaque mois, que les chefs religieux et politiques réunissent leurs jeunes et les sensibilisent pour des élections apaisées.

Membre 3 : Une société unie et solidaire qui a une vision futuriste. Une société qui assume son passé, où chacun assume ses responsabilités.

Synthèse : La société souhaitée : A l'issue des travaux, les jeunes rêvent d'une société en paix, solidaire qui a une vision futuriste engagée pour de vraies valeurs,

éduquée (reformer le secteur éducation-formation), occupée sainement où les jeunes travaillent. La Côte d'Ivoire envisagée par ces jeunes est un pays qui a une bonne éducation politique, une Côte-d'Ivoire sans corruption. Il faut à cet effet, que les ivoiriens suivent les partis, non pas en fonction de leur appartenance ethnique ou religieuse mais sur la base d'un programme, que les hommes politiques acceptent les résultats des urnes. Cette Côte d'Ivoire-là doit disposer d'institutions fortes au service des populations et non d'un individu.

Pour des élections apaisées en 2020, les jeunes de Daloa ont fait plusieurs propositions. Il s'agit entre autres du contrôle des médias, de la tenue de propos apaisants avant, pendant et après les élections. Il faut aussi palier au retard dans la confection des Cartes Nationales d'Identité en Côte-d'Ivoire, une sensibilisation sur la bonne conduite électorale avant le lancement des campagnes. Les jeunes de Daloa pensent aussi que des élections apaisées en 2020 supposent que les prisonniers politiques soient libérés, que les Cartes Nationales d'Identité soient gratuites, que les résultats des urnes soient respectés par tous les acteurs. Il faut aussi une réforme en profondeur de la CEI, une éducation des dirigeants politique, bâtir un état de droit.